

# Apiculteurs - Agriculteurs : un premier pas vers un partenariat constructif



«On ne le dit pas assez, il y a beaucoup d'agriculteurs qui essaient de faire le maximum pour travailler proprement et qui essaient de contribuer au maintien des pollinisateurs. Sauf qu'ils sont eux aussi l'objet de pressions très fortes de la part des vendeurs de produits.» Ainsi s'est exprimé Jean-François Odoux, chercheur à l'INRA (INRA APIS Le Magneraud), lors du Week-end du CARI

consacré aux relations apiculteurs-agriculteurs les 10 et

11 novembre. Cette phrase illustre toute la nuance qui doit entourer

la question de la nécessaire protection de l'environnement en milieu agricole.

Personne ne nie l'importance de maintenir les écosystèmes et de préserver la biodiversité dans le contexte de la production agricole. Personne ne nie non plus les contingences qui sont celles de pratiquer une activité économique, que ce soit dans le contexte apicole ou agricole. Comme l'a pertinemment exprimé Daniel Coulonval, agriculteur à Viroinval en polyculture élevage, «*quand on est dans le rouge, on ne peut pas faire de vert*». Selon lui, c'est moins l'agriculteur qui doit être remis en question que le système agraire et le système agro-alimentaire. Il faut conduire une réflexion globale sur les pratiques agricoles et sur les pratiques de consommation. Pour lui la Politique Agricole Commune (PAC) devrait être une Politique Agricole Cohérente... Remettre du bon sens dans la mise en application de la PAC et privilégier les relations de personne à personne, les partenariats (très) locaux, une agriculture qui préserve et nourrit sainement, protège les paysages et rend des services écosystémiques. Tous les interlocuteurs semblent d'accord sur le principe. Reste à accorder les contraintes des uns aux ambitions de tous.

L'un des objectifs des deux journées organisées par le CARI et ses partenaires était d'ouvrir un espace de réflexion pour découvrir les enjeux du dialogue apiculteurs-agriculteurs et poser quelques pistes de réflexion, des informations, des sujets de réflexion pour nourrir de futures rencontres, demandées par le secteur agricole qui est victime d'une très mauvaise image médiatique. L'important est de rester dans une démarche positive et inclusive pour faire face à la future Politique Agricole Commune en chantier. Comme toujours, pour assurer l'évolution positive d'un dossier, mieux vaut bâtir des ponts que des murs. Beaucoup d'informations de qualité ont émergé des présentations des intervenants et des débats qui ont systématiquement suivi les thématiques présentées. Il sera impossible d'être exhaustif dans la synthèse d'un week-end aussi dense que les personnes présentes n'ont pas manqué d'apprécier.

**A propos de la place des pollinisateurs en agriculture**, il faut retenir l'importance d'une synergie positive entre les différents pollinisateurs pour assurer une pollinisation optimum des récoltes. «*Protéger toutes les abeilles, c'est bon pour la santé, l'environnement et le porte-monnaie*» comme l'a dit très justement **Guillaume Ghisbain**, chercheur dans l'équipe SAPOL à l'Université de Mons. Il a rappelé que le service de pollinisation peut être chiffré à 250 millions d'euros par an rien qu'en Belgique. Parmi tous les risques, le chercheur a insisté sur le danger représenté par la fragmentation des habitats pour les abeilles sauvages et sur la «phase de stupeur» consécutive à un stress climatique qui peut être fatale aux abeilles mâles en particulier, mettant en péril la reproduction des espèces. **Maribel Pozo** de Biobest a quant à elle

*Etienne BRUNEAU, CARI*



rappelé les fondamentaux de la pollinisation et les spécificités de la pollinisation par les bourdons. Elle a abordé la question de l'entomovection dans le cadre du phyto-biocontrôle et de la dispersion de pollen pour favoriser la pollinisation (l'abeille est vectrice pour la pollinisation ou la lutte biologique contre les maladies et parasites), ce qui a suscité un questionnement du public. **Etienne Bruneau** a rappelé à son tour toute l'importance de la biodiversité des pollinisateurs, chaque pollinisateur ayant une capacité pollinisatrice différente. L'agriculture a, selon lui, un réel intérêt économique à s'engager pour la protection des pollinisateurs. Une sous-pollinisation des champs de colza entraîne une perte de qualité et un raccourcissement de la période de floraison par exemple. Par ailleurs, certains traitements insecticides et fongicides peuvent avoir un effet répulsif avéré sur les pollinisateurs.

**A propos des pesticides, Noa Simon** a rappelé que non seulement ils présentent des risques pour la santé des abeilles mellifères et sauvages mais qu'ils mettent en péril l'image des produits apicoles et la sécurité alimentaire des consommateurs. Elle a présenté les résultats du projet fédéral DEPAB portant sur les résidus de pesticides dans le pollen en arrière-saison en zone de cultures. Les résultats mettent en évidence que les fongicides sont tout particulièrement rémanents dans le pollen. L'exposé présentait ensuite quelques exemples de monitorings, suivi d'un certain nombre de rappels concernant l'encadrement législatif de l'usage des pesticides, les modes d'exposition, l'évaluation et la gestion des risques. Son premier conseil porte sur l'importance

d'utiliser la lutte intégrée : «les pesticides, biocides et produits vétérinaires ne doivent jamais être utilisés préventivement. La lutte intégrée est impérative.» Dans la droite ligne de ce principe, **Laurent Declercq** a présenté ensuite les solutions de l'entreprise TMCE «pour une agriculture agronomiquement performante» basée sur la recherche d'une symbiose biologique. Moins utiliser de fongicides permet de préserver la vie des sols, particulièrement les champignons. La question des CIPAN (Culture Intermédiaire Piège à Nitrate), des SIE (Surface d'Intérêt Ecologique) et de leur impact a bien entendu été largement soulevée. Les principales questions que l'on peut se poser sont les suivantes :

- Dans quelles mesures les abeilles visitent-elles les CIPAN ?
- Sont-elles exposées aux pesticides lorsqu'elles visitent ces ressources ?
- Quel est l'impact des CIPAN sur la colonie et l'hivernage de ce butinage tardif ?

*Laurent DECLERCQ, TMCE*



*Noa SIMON, CARI - Maribel Pozo, Biobest - Guillaume Ghisbain, SAPOL*



Marie BENOÏT, Protect'eau -  
Louis HAUTIER, CRA-W

L'exposé de **Louis Hautier** du CRA-W a apporté des réponses à ces questions et a suscité beaucoup d'intérêt dans la salle. Il a présenté les résultats d'un monitoring réalisé en octobre 2017 par le CRA-W et le CARI dans le cadre du projet Bee Wallonie (Voir sur notre blog : <http://butine.info/cipan-les-enemis-de-lautomne/>). La discussion qui s'en est suivie entre l'assemblée et les conférenciers a été très fructueuse et a permis de comprendre que les intérêts des apiculteurs et des agriculteurs n'étaient pas aussi éloignés que ça dans le dossier des CIPAN (voir sur notre blog : <http://butine.info/destruction-des-cipan-avant-floraison-une-solution-possible/>). **Anne Bédoret**, agricultrice en grandes cultures et membre de la FWA (Fédération wallonne de l'agriculture), a présenté ses méthodes de travail, les points de contrôle auxquels les agriculteurs sont soumis et son point de vue sur les CIPAN qui sont perçus positivement par les agriculteurs. La notion de cultures de fin de saison dangereuses pour les abeilles est une question émergente dont le monde agricole est bien souvent ignorant. **Marie Benoît** de Protect'eau a rappelé dans son exposé le rôle des CIPAN en tant que cultures intermédiaires pièges à nitrate. Ces cultures réduisent le lessivage des nitrates

Anne BÉDORÉ, agricultrice, FWA



vers les nappes souterraines mais ont d'autres avantages pour les agriculteurs comme produire du fourrage pour les animaux, lutter contre les adventices en agissant comme un couvre-sol, abriter la petite faune, favoriser la structure et les micro-organismes du sol et lutter contre l'érosion. Les CIPAN sont soumis à un cadre réglementaire disponible sur le site de Protect'eau (<https://protecteau.be/fr/nitrate/agriculteurs/couvert/cipan-sie>). Ce cadre fixe par exemple la date de semis, avant le 15 septembre en ce qui concerne la Wallonie. Cette date est imposée non par l'Union européenne mais par la Région Wallonne comme l'a rappelé **Bernard Decock**, coordinateur de la «cellule environnement» de la FWA. Cela relève en effet non pas d'un règlement européen mais d'une directive



Bernard Decock, FWA

qui laisse liberté aux états membres de décider en fonction de la situation particulière du pays ou de la région. Dans certains pays, ce n'est pas une date qui est imposée mais une période pendant laquelle les agriculteurs peuvent procéder aux semis. Cette option semble à la fois plus réaliste pour les agriculteurs qui peuvent alors choisir la date en fonction de la météo qui est déterminante pour le semis. Pour Anne Bédoret, «d'un point de vue agronomique, le moment idéal pour détruire un CIPAN, c'est juste avant la floraison.» A ce moment-là, «la pâture organique verte va se décomposer assez vite dans le sol et être disponible au printemps. Le paillage en surface de la CIPAN détruite va protéger le sol tout l'hiver et va être intéressant pour lutter contre l'érosion et la repousse des adventices». Selon l'agricultrice, rouler

les CIPAN serait «un deal gagnant-gagnant agriculteurs-apiculteurs». Pas si simple. La difficulté résiderait dans la mise en application administrative des contrôles. Il faut toujours bien s'assurer que les CIPAN ont eu le temps de jouer leur rôle selon Marie Benoît. Certains se sont interrogés sur le manque de variété dans les CIPAN, essentiellement des moutardes. Selon Anne Bédoret, c'est essentiellement une question économique. Les semences de moutarde ne coûtent pas cher. De plus, elles lèvent facilement. Comme les agriculteurs perçoivent surtout la dépense immédiate et pas le bénéfice futur, ils privilégient souvent le critère économique.

**Pascal Balleux**, Directeur du Centre de développement agroforestier de Chimay, a rappelé quant à lui que, dans le contexte agricole, l'arbre pouvait permettre de «retrouver un système salubre». Produits agricoles et produits forestiers sont tout à fait compatibles et permettent de retrouver matière organique et sol vivant tout en apportant un complément de revenu aux agriculteurs. Pour les apiculteurs, l'intérêt mellifère de certaines essences n'est plus à démontrer. **L'agroforesterie** peut être ainsi perçue comme un moyen de satisfaire les agriculteurs, les apiculteurs et de remettre de la végétation dans les champs pour faciliter le retour du vivant. Le système intégré peut être assimilable à un début de solution et un retour à un cercle vertueux. Cela peut s'accompagner d'une démarche de valorisation des produits comme la vente directe, l'accueil à la ferme, etc. Varier les sources de revenu permet de libérer les agriculteurs de certaines contraintes.

**Julien Piqueray**, responsable scientifique chez Natagriwal (organisme qui dispense des conseils en agro-environnement auprès des agriculteurs), a rappelé que la Belgique est dans le top

Pascal BALLEUX, agroforestier de Chimay





Daniel COULONVAL, agriculteur - Julien PIQUERAY, Natagriwal

5 européen des plus grands consommateurs de pesticides, 90 % des pesticides utilisés l'étant en contexte agricole selon des chiffres de 2010. A cela s'ajoute l'agrandissement des parcelles agricoles et l'homogénéisation des milieux prairiaux et du paysage qui cause une perte substantielle de biodiversité. Si, hier, le développement agricole a contribué à l'autosuffisance de l'Europe avec de meilleurs rendements et des progrès agronomiques et technologiques ayant maximisé la production à l'hectare, l'enjeu actuel est de développer une agriculture durable réduisant son impact sur l'environnement (pesticides, nitrates, réhabilitation de la qualité des sols et de l'eau, retour de la biodiversité). Selon Julien Piqueray, «une part non négligeable des agriculteurs contribue déjà à maintenir des milieux agricoles riches en biodiversité». **Les Mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC)** qui émarginent au 2<sup>e</sup> pilier de la PAC (développement rural), proposent des méthodes agronomiques pour contribuer à l'amélioration de la qualité environnementale. Ces mesures représentent environ 25 % du budget du 2<sup>e</sup> pilier de la PAC actuelle. Après avoir présenté en quoi consistent les MAEC, Julien Piqueray a montré sur base d'exemples leur intérêt plus spécifique pour les pollinisateurs.

**Un des grands enjeux futurs pour l'apiculture sera de jouer un vrai rôle dans la PAC 2021.** Cela pourrait se faire en intégrant des indicateurs d'impacts environnementaux pour lesquels l'abeille mellifère jouerait un rôle de bio-indicateur. Etienne Bruneau, après avoir rappelé les besoins des abeilles, a démontré à quel point elles sont de merveilleux bioindicateurs. Il a exprimé ensuite de quelle manière l'abeille bioindicatrice pourrait être intégrée dans la future PAC (Voir Charte p.40). **Vujadin Kovacevic**, représentant de la DG Environnement de la Commission européenne, a abondé dans ce sens en présentant l'intérêt environnemental qu'il y aurait à **surveiller les pollini-**

**sateurs en milieu agricole.** Ce serait surveiller la santé des écosystèmes, des animaux et des humains. Il a rappelé les enjeux de «l'Initiative européenne sur les pollinisateurs» de juin

2018, mettant clairement en lumière les préoccupations citoyennes en la matière. Il a rappelé les 3 volets de ce Plan pour les pollinisateurs : amélioration des connaissances incluant un système de surveillance, lutte contre les causes du problème (habitats menacés, pesticides, etc.) et sensibilisation comprenant par exemple des réseaux de collaboration à grande échelle. Les pollinisateurs pourraient fournir des indicateurs de suivi de l'état du milieu qui pourraient être utiles dans le cadre des politiques sectorielles (Politique agricole commune, législation sur les pesticides, etc.) Le dispositif ECOBEE, monitoring incluant les abeilles mellifères, présenté par **Jean-François Odoux** chercheur à l'INRA (Unité APIS-Le Magneraud), est un bon exemple de ce qui pourrait être mis en place. ECOBEE a permis d'obtenir des données grâce à un suivi de la dynamique des colonies d'abeilles depuis 2008 dans un système de culture hétérogène. Cela a permis de mesurer l'impact de l'occupation du sol et des pratiques agricoles sur le développement des colonies d'une part et l'impact de la structure du paysage sur le comportement des colonies d'autre part. Pour Jean-François Odoux, «l'abeille est un formidable concentrateur de l'environnement au niveau de la ruche.» L'analyse du pollen récolté est particulièrement précieuse à cet égard. Pour la santé de la colonie durant l'hivernage, les abeilles doivent pouvoir bénéficier de la richesse d'une récolte de pollen diversifiée. ECOBEE a permis aux chercheurs de mettre également en avant l'importance de la variété des ressources et l'importance de préserver les espaces semi-naturels en zone de culture. Pour Jean-François Odoux, il est important de modifier les pratiques agricoles pour permettre une cohabitation avec les plantes adventices qui «assurent l'alimentation des abeilles en mai-juin.» (Voir notre blog : <http://butine.info/gentil-coquelicot/>). Il préconise aussi d'introduire des cultures mellifères dans les rotations agricoles pour soigner la diversité des intercultures. Naturellement, haies mellifères et agroforesterie sont de bons

outils, associés à une meilleure gestion des bords de route. Il préconise aussi une amélioration des échanges entre apiculteurs et agriculteurs d'un même territoire. Les dialogues cordiaux sont souvent très favorables à une évolution vers de meilleures pratiques.

On ne peut qu'applaudir les échanges très inclusifs qui ont eu lieu durant ce week-end. Il est clair que plus de rencontres permettant d'échanger avec les agriculteurs est souhaitable. Cela permet de prendre conscience des réalités et des obligations des uns et des autres pour ne plus être dans la réaction mais au contraire dans la construction, seule manière d'évoluer positivement. Concernant l'horizon PAC 2021, comme l'a formulé Etienne Bruneau en conclusion, «si on peut donner des primes aux agriculteurs qui travaillent merveilleusement bien, allons-y !» Ce sera réellement pour le bien de tous.



Vujadin KOVACEVIC, DG environnement



Jean-François ODOUX, INRA

**MOTS CLÉS :**

environnement, agriculture, pollinisateurs

**RÉSUMÉ :**

compte rendu des échanges du WE du Cari agriculteurs, apiculteurs